

## Une vision humaniste pour l'Europe

L'Union européenne a 60 ans !

Pour la première fois de l'Histoire, les citoyens de l'Union européenne ont été mis à l'abri des tendances guerrières des Etats européens pendant 60 années consécutives. Jamais auparavant un projet commun n'avait permis aux populations européennes d'en apprendre autant les-unes des autres et de multiplier autant les échanges, aussi bien économiques que culturels. Au fil des années, l'Europe a évolué en un espace de liberté et de solidarité au sein duquel chacun est libre de poursuivre sa conception propre du bonheur.

Néanmoins, il est nécessaire d'en faire davantage. Associés aux répercussions des conflits aux abords de l'Europe ayant entraîné une pression migratoire sans précédent, les effets de la récession économique sur les citoyens européens ont placé l'Union européenne dans une situation des plus délicates. En effet, il est aujourd'hui attendu de cette dernière qu'elle offre des réponses aux défis qui se présentent à l'échelle continentale alors même qu'elle ne se voit dotée ni des outils ni du soutien politique nécessaires pour ce faire.

Cette situation de fait alimente les discours simplificateurs qui se nourrissent des émotions les plus dangereuses que la nature humaine ait à offrir ; ces mêmes émotions qui nous ont déjà conduits à tant de guerres et de souffrances par le passé. En conséquence, de nombreux citoyens européens en arrivent aujourd'hui à questionner la raison d'être même de l'Union européenne.

Notre vision pour l'Europe propose pour sa part une perspective confiante, optimiste et solidaire. Elle doit permettre à l'Union européenne de venir à bout des nombreux défis auxquels elle fait face actuellement, de sauvegarder son modèle basé sur l'Etat providence et le service public et de projeter une vision politique ambitieuse pour l'avenir. Notre vision est axée sur des valeurs humanistes essentielles : les principes de liberté, d'égalité et de solidarité, le respect de la dignité humaine, le droit pour chaque individu de prendre pleinement part à la société, le recours à l'argumentation rationnelle, au dialogue et au débat basé sur les faits dans la résolution des désaccords et enfin le devoir qui nous incombe de garantir un avenir durable pour les générations futures.

### **La laïcité : la meilleure garantie la coexistence harmonieuse de toutes les conceptions de la vie**

Pour de nombreuses personnes, la religion et les croyances forment une part importante de la vie et de l'identité personnelle. En tant qu'humanistes, nous considérons que chacun a le droit de vivre en accord avec sa religion et ses propres croyances. Ceci implique qu'aucune loi ne doit restreindre la liberté de religion et de croyance, mais également que la liberté de religion ne peut s'étendre à des pratiques susceptibles d'enfreindre les droits fondamentaux d'autrui.

C'est précisément à ce double impératif que répond la laïcité. Dans les termes du Parlement européen, « la laïcité définie comme la stricte séparation entre les autorités politiques et religieuses ainsi que l'impartialité de l'État est le meilleur moyen de garantir la non-discrimination et l'égalité entre les religions ainsi qu'entre les croyants et les non-croyants. »

En tant que cadre institutionnel, la laïcité est une condition nécessaire mais non suffisante afin de permettre la coexistence harmonieuse de toutes les conceptions de la vie présentes dans les sociétés européennes. Pour ce faire, la laïcité doit également être complétée par l'affirmation des principes de liberté, d'égalité et de solidarité qui sont des valeurs essentielles à l'humanisme.

Aujourd'hui encore, trop de femmes luttent pour accéder à leurs droits fondamentaux, particulièrement dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs. Trop de couples de même sexe réclament le respect de leur droit à l'amour et à l'égalité. Ces situations sont malheureusement le résultat de la pression qu'exerce encore aujourd'hui la religion au sein des sphères publiques et privées européennes.

Près de la moitié des Etats membres de l'Union punissent encore la caricature ou la critique de la religion, et au moins cinq d'entre eux ont poursuivi des individus accusés de blasphème ces 5 dernières années. En outre, de trop nombreuses écoles en Europe imposent encore des cours de religion obligatoires sans proposer suffisamment de choix de confessions ni d'alternative non-confessionnelle. Dans les Etats membres concernés, il est grand temps d'adopter la laïcité pour le bénéfice de tous.

## **Aucune concession sur l'Etat de Droit et les Droits Humains**

L'Etat de droit et les droits humains forment la meilleure garantie pour bâtir une société juste au sein de laquelle tous les citoyens peuvent vivre libres et égaux. Le respect de ces principes se trouve au cœur du projet européen, inscrit au sein des traités successifs de l'UE, y compris la Charte des Droits fondamentaux.

Aujourd'hui, la prolifération des discours d'exclusion dans certains pays visant à diviser la société (en « vrais nationaux contre migrants », en « bons travailleurs contre parasites », en « experts contre le peuple » ou en « religieux moraux contre athées immoraux ») a créé un climat au sein duquel il est de plus en plus accepté de défendre une vision de la société dans laquelle certains groupes d'individus possèderaient des droits auxquels d'autres ne pourraient pas prétendre.

Dans certains pays européens, l'Etat de droit et les droits fondamentaux ont été soit progressivement érodés soit frontalement attaqués par des lois visant à affaiblir les principaux contrôles du pouvoir exécutif, le prolongement d'états d'urgence, la limitation progressive à coup de mesures administratives ou de pression politique de l'espace public au sein duquel la société civile évolue ou encore en subordonnant les médias indépendants à des sphères privées dévouées au gouvernement en place.

Sur base de leur bilan actuel, certains Etats membres se verraient ainsi probablement refuser l'accès à l'Union européenne s'ils en faisaient la demande aujourd'hui. Mais malgré cet état de fait, la réaction de l'Union, qui a l'obligation légale d'exiger le respect de l'Etat de droit par ses Etats membres, n'est pas à la hauteur du défi. En choisissant de ne pas exploiter pleinement les outils mis à sa disposition afin de protéger ses valeurs fondamentales, l'Union européenne donne ainsi un mauvais signal aux gouvernements qui pourraient être tentés de suivre la même voie. Cette absence de réaction endommage la confiance que lui portent les citoyens et érode sa crédibilité sur la scène internationale.

## **L'éducation est le fondement de la pensée critique ainsi qu'un élément vital de la démocratie**

L'éducation doit fournir aux citoyens les outils nécessaires afin de devenir des membres à part entière de la société. Elle doit promouvoir l'honnêteté intellectuelle, l'esprit critique et encourager la curiosité ainsi que l'usage de la raison et de la démonstration dans la quête de la vérité.

L'éducation est également vitale en démocratie car elle permet aux citoyens de saisir l'essence des débats publics, de développer leur propre conception des principaux thèmes qui le constituent, de l'influencer et de faire leurs propres choix lorsqu'ils exercent leurs droits citoyens. La mondialisation a généré des sociétés

de plus en plus complexes et interconnectées. Les technologies digitales ont donné naissance à une profusion de moyens inédits d'échanger des informations. Bien que les deux phénomènes aient entraîné des bénéfices indéniables, ils posent également de nombreux défis. L'un d'eux est la difficulté pour le citoyen de faire la part des choses dans cette prolifération de messages et d'information qui lui parvient, et de se forger sa propre vision critique du monde qui l'entoure.

Toutefois, les données d'Eurostat montrent bien que, dans l'Union des 28, les dépenses gouvernementales allouées à l'éducation (exprimé en pourcentage des dépenses totales) sont passées de 11,1% en 2002 à 10,3% en 2015, alors même que le décrochage scolaire concerne environ 11% des jeunes européens. Les dernières données du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) réalisé par l'OCDE font également apparaître que les principales compétences scolaires ont stagné voire même diminué au sein de la plupart des états européens ces dernières années.

Alors que nous entrons dans l'ère des "faits alternatifs", l'Union européenne et ses Etats membres doivent faire de l'éducation formelle et informelle une priorité absolue afin de combattre les récits simplistes qui se nourrissent de l'anxiété due à l'incapacité de saisir la complexité du monde actuel.

### **La science comme meilleure arme pour faire face aux défis du monde d'aujourd'hui et de demain**

Que ce soit pour faire face aux effets du changement climatique ou pour développer un traitement contre le cancer en passant par l'élaboration d'une solution à la faim dans le monde, la société moderne s'appuie sur la science pour fournir la connaissance qui permettra le développement de réponses appropriées.

En outre, la science aide à enrichir le débat public en apportant les preuves nécessaires permettant de prendre les meilleures décisions en fonction de l'état des connaissances à un instant donné. Les sciences sociales ont ainsi contribué à saisir les facteurs qui influencent l'opinion publique, l'interaction entre ses composantes et les phénomènes sociétaux plus vastes qui l'entourent.

Cependant, la part du budget de l'Union européenne allouée à la recherche et au développement en comparaison du PIB demeure toujours en-deçà des niveaux du Japon et des Etats-Unis (respectivement 3,59 et 2,73%, contre 2,01% dans l'UE). En outre, le budget européen de 80 milliards d'euros initialement prévu pour le programme Horizon 2020 a finalement été réduit de 5 milliards.

Enfin, les lobbies ultrareligieuses continuent de faire régulièrement pression pour interdire la recherche dans les domaines qu'ils considèrent contraires à leur éthique basée sur les dogmes religieux. Ce fut ainsi le cas de la recherche sur les cellules souches, secteur pour lequel certains groupes ont tenté d'imposer une interdiction totale au niveau européen. Si les institutions européennes ont résisté, la pleine liberté de la recherche scientifique n'est toujours pas garantie pour autant. En effet, certains Etats membres interdisent toujours ce type de recherche au niveau national pour des raisons éthiques, ce qui a pour conséquence de retarder considérablement les avancées en matière de traitement contre de nombreuses maladies graves comme le cancer.

Si l'Union européenne a vocation à relever avec succès les défis sociaux, politiques et environnementaux auxquels elle doit faire face, elle devra à l'avenir adopter une politique forte en matière de recherche et d'innovation, en augmentant de manière significative le financement de la recherche, y compris en recherche fondamentale et sciences sociales, de manière à pouvoir comprendre les phénomènes sociaux actuels et préparer les innovations de demain.

## **Solidarité et humanité pour une vision de long terme pour l'asile et l'immigration**

En tant qu'humanistes, nous considérons les migrants et les réfugiés avant tout comme des êtres humains porteurs de droits fondamentaux et devant dès lors être traités en accord avec ceux-ci. Bien plus, outre leur contribution économique et démographique aux sociétés européennes, les migrants et les réfugiés apportent également avec eux de nouvelles cultures et traditions qui renforcent la richesse et la diversité de l'Union européenne.

Bien que personne ne sous-estime les défis pratiques que peut entraîner la crise récente, la réponse actuelle qu'a choisie l'Union européenne s'est révélée aussi inefficace que coûteuse en termes de vies humaines. En bloquant les voies d'accès légales vers le continent européen, l'Union européenne a en effet renforcé le rôle des trafiquants humains au lieu de l'affaiblir. Il est à présent temps pour l'Europe d'ouvrir des voies d'accès sûres vers son territoire pour tous les individus qui sollicitent la protection de la communauté internationale et de respecter pleinement le principe de non-refoulement tel qu'il est inscrit dans la Convention de Genève de 1951.

En tant qu'humanistes, nous demandons également à l'Union européenne de s'assurer que les migrants et réfugiés qui arrivent en Europe soient traités décemment, et ce tout particulièrement au regard de leurs droits fondamentaux à la santé, à la vie privée et à la liberté de mouvement. En outre, nous demandons aux Etats membres de renforcer leurs efforts afin d'aider les migrants et les réfugiés à s'intégrer au sein de leur société d'accueil et de lutter contre les discours anti-immigration qui heurtent les valeurs fondamentales de l'Europe.

L'Union européenne devrait également mettre en place un système commun d'asile et d'immigration qui soit réellement basé sur la solidarité entre les Etats membres afin de remplacer les accords de Dublin qui ont contribué à faire porter un fardeau disproportionné à un petit nombre de pays. En outre, l'Union européenne devrait mettre un terme à ses projets d'externalisation des politiques d'asile et d'immigration, consistant à délocaliser et à sous-traiter la gestion de la crise humanitaire à des gouvernements peu respectueux des droits humains, tels que la Turquie. En effet, ces accords ne permettent pas seulement à l'Union européenne de contourner ses engagements internationaux, ils tendent aussi à rendre l'aide au développement conditionnelle du contrôle effectif des frontières et des accords de réadmission au lieu du respect des droits humains.

## **L'Union européenne a plus que jamais besoin d'une vision politique commune**

Les citoyens et les acteurs économiques européens ont profité des innombrables bénéfices de l'intégration communautaire. Toutefois, la plupart de ces accomplissements sont aujourd'hui éclipsés par les nombreux défis auxquels le continent doit faire face ainsi que par la durée et les efforts nécessaires pour les surmonter. D'un côté, l'Union européenne manque d'une vision politique qui lui permettrait de renforcer le soutien de ses citoyens. De l'autre, c'est précisément l'amenuisement progressif de ce soutien qui génère la lassitude empêchant une vision politique commune d'émerger.

Le débat incessant qui oppose compétence communautaire et souveraineté nationale a donné lieu à un système complexe de clauses de retrait, de dérogations et de limitations qui empêche aujourd'hui de parachever des politiques européennes aussi fondamentales que l'Union économique et monétaire, Schengen ou encore l'asile et l'immigration. Cette situation de fait prive l'Union et ses Etats membres des

politiques nécessaires afin de surmonter les nombreux défis auxquels ils font face et de proposer une vision politique commune que leurs citoyens pourraient rejoindre et défendre.

Cet échec provoque en retour l'émergence sur la scène politique de leaders eurosceptiques dont les discours se nourrissent précisément des déficiences du projet communautaire, mais il donne également aux partis traditionnels la tentation de blâmer « Bruxelles » pour leurs échecs et de réclamer en leur nom les succès qui lui reviennent.

Il fait peu de doutes que les plus grands perdants de cette situation sont les citoyens européens. Alors qu'ils attendent des solutions courageuses à des difficultés réelles, ils observent leurs gouvernements et des institutions européennes enlisés dans des négociations internes, affichant leur impuissance non seulement aux yeux leurs citoyens mais également du monde entier.

Si l'Europe veut un jour sortir de sa crise de confiance actuelle, il est essentiel qu'elle réaffirme avec force ses valeurs fondamentales. L'Union européenne doit endosser et promouvoir pleinement la laïcité afin de permettre la coexistence pacifique des nombreuses croyances que portent ses citoyens. Elle doit également condamner avec force et fermeté tout écart à l'Etat de droit et les droits humains. En outre, il est de son devoir de placer l'éducation et la recherche au sommet de son agenda politique, et ce afin de répondre aux défis actuels tout en assurant la pertinence des débats publics à venir. Enfin, l'Union européenne doit faire en sorte de trouver une réponse humaine et inclusive afin de faire face à la pression migratoire croissante à laquelle elle est aujourd'hui confrontée.

C'est seulement en agissant de la sorte que l'Union européenne pourra projeter la vision politique confiante et optimiste d'une Europe plus solidaire et progressiste, dépassant le court-termisme des intérêts nationaux et apportant des réponses rapides et efficaces aux défis actuels et futurs ainsi que regagner progressivement la confiance de ses citoyens.

Bruxelles, 25 mars 2017.

Pour plus d'informations, visitez notre site: [www.humanistfederation.eu](http://www.humanistfederation.eu)